



AGRICULTURE

STRATÉGIES

Newsletter n°23 : Sécheresse : Trois ans de crise et des interrogations sur l'efficacité des réponses publiques

Bonjour,

A la suite de ce troisième été particulièrement sec, nous avons passé en revue les réponses publiques apportées pour faire face aux sécheresses à répétition. Après avoir échangé avec des agriculteurs, éleveurs comme céréaliers, des chargés de mission de chambre d'agriculture, de DDT, de collectivités territoriales, nous avons approfondi la réflexion et rédigé trois articles pour faire le tour de la question.

Le premier est consacré à **l'analyse des dispositifs d'urgence** appliqués lorsque des sécheresses surviennent et handicapent la production sous toutes ses formes.

Le deuxième évalue la pertinence et l'utilité sur le long terme des investissements de **stockage d'eau** et **d'irrigation au regard de l'équilibre économique des exploitations**.

Le troisième, enfin, se penche sur l'effet que procurent les **assurances récoltes** aux agriculteurs et les voies d'amélioration qui pourraient être ouvertes.

L'ensemble décrit ainsi les potentialités et les limites des dispositifs publics dans un esprit d'amélioration et de pérennité des soutiens.

- **Sécheresse, partie 1/3 : Pertinence et efficacité des dispositions mises en œuvre pour faire face à la sécheresse**

Chaque année depuis trois ans, le gouvernement met en œuvre des mesures devenues habituelles pour aider les agriculteurs à faire face à la crise. Pour autant, leur application se fait d'une manière insuffisamment préparée et donne au monde agricole le sentiment d'une réaction qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Manque d'anticipation ou difficultés d'application liées à l'enchevêtrement des réglementations agricoles nationales et européennes ? Les questions méritent d'être posées. Car si l'administration semble à l'écoute des difficultés des agriculteurs, la réponse gouvernementale peine à faire preuve d'agilité face à une crise d'ampleur. Les initiatives locales qui viennent en renfort apportent des compléments utiles aux trésoreries et font preuve parfois d'une vision de long terme comme sur le stockage de paille, de fourrage ou d'eau.

- [Sécheresse, partie 2/3 : Stockage de l'eau et irrigation : au-delà des contraintes réglementaires, une réflexion politico économique à mener](#)

Démuni face aux manques d'eau devenus récurrents en été et aux excès subis l'hiver, le monde agricole souhaite un assouplissement de la politique de stockage de l'eau, en vue de l'utiliser pour l'irrigation. La comparaison entre « la France qui stocke 2% de son eau et l'Espagne qui en stocke 25% » est souvent citée. Face à cette demande, les ministres successifs affichent une volonté d'assouplir les règles. Mais qu'en est-il vraiment en termes d'efficacité économique et d'amélioration de la sécurité des exploitations agricoles ? Nous avons comparé le produit permis par le rendement sécurisé au travers de l'irrigation avec les coûts induits par celle-ci pour le maïs, le blé tendre et le blé dur. Il apparaît que pour ces trois cultures, la rentabilité de l'investissement est loin d'être assurée.

- [Sécheresse, partie 3/3 : Les assurances récoltes : un dispositif qui nécessite d'être révisé pour faire vraiment partie de la réponse](#)

La nécessité de réformer les assurances récoltes fait consensus, chez les assureurs comme chez les assurés. Les réflexions sont en cours, en parallèle des négociations sur la PAC, puisque la question budgétaire (tant sur les montants affectés que sur leur rattachement au 1er ou au 2nd pilier) sera primordiale dans la façon de gérer la réforme de l'assurance récolte. Pour convaincre et devenir un outil incontournable de gestion du risque, l'assurance récolte devra évoluer, sur son financement et ses modalités, et ce de façon coordonnée avec le dispositif des calamités agricoles.

L'analyse des outils actuellement disponibles et de leur mise en œuvre nous amène à conclure sur la nécessité de réorganiser les différents aspects de la réponse publique au sein d'une stratégie de long terme permettant d'anticiper et d'être plus efficace en période de crise.

Bonne lecture,

Jacques Carles, Président d'Agriculture Stratégies